

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 11/12/2024
Reçu en préfecture le 11/12/2024
Publié le
ID : 007-210702601-20241209-D_202412_35-DE



DE LA COMMUNE DE ST LAGER BRESSAC

Séance du : 09.12.2024

Date de la convocation 03.12.24

Date d'affichage 10.12.2024

Objet de la Délibération DIA IV

L'an deux mil vingt-quatre et le neuf décembre A dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de A. BERNARD
Présents : ASCARI S. / LEOUZON P. / ROUSSON L. / STOFFT N. / VINCENT J. / PELLEGRIN R. / BARDINE L. / RIOU J. / CHEVAT L.
Excusés : GRANDJEAN L. / TEILHAS-BALME V. / BAUDRAND M.

Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
14	13	10

M. le Maire expose au conseil municipal que la législation en matière de droits de préemption donne aux communes la faculté d'instituer un "droit de préemption urbain" sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones d'urbanisation future (AU) délimitées par les PLU.

Ce droit a pour objet de permettre aux communes d'acquérir par priorité les biens mis en vente dans le but de réaliser des actions d'aménagement à l'intérieur des périmètres qu'elles auront délimités.

Il donne lecture des déclarations d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme concernant la vente des propriétés suivantes :

- Propriété 120 impasse de Chamonte cadastrée ZB 257/305 1053 m²
- Propriété 160 route de la Gare cadastrée ZC 170 / 244 m²
- Propriété 225 route du Planas cadastrée ZA 133 / 377 m²

Le Conseil Municipal,

- Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement,
- Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière,
- Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié par le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 relatif notamment au droit de préemption urbain,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.211-1 et suivants, les articles L.213.1 et suivants, les articles R.211-1 et suivants et les articles R.213.1 et suivants,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 juillet 2008, portant approbation du plan local d'urbanisme
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 janvier 2010, instituant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du PLU en vigueur

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents,

- Décide de renoncer à ce droit de préemption concernant lesdites propriétés.

Ainsi fait les jours, mois et an ci-dessus indiqués.

Ont signé au registre les membres présents



Alain BERNARD

Maire de SAINT-LAGER-BRESSAC

Pour copie certifiée conforme,